

Il nous a fallu cinq cents ans pour passer des plaines de Runnymede et de la Grande Charte à notre état actuel, où la société libre reconnaît les droits de la personne. Aujourd'hui, notre jeunesse subit l'impulsion et la rhétorique de mouvements qui se fondent sur la violence, la promiscuité et les drogues, qui se concertent pour miner et renverser l'œuvre de cinq siècles, notre société libre qui respecte les droits de l'individu, mais reconnaît les responsabilités personnelles.

Le Parlement ne saurait rester indifférent aux vagues et aux courants d'idées, non pas tous nécessairement valables, auxquels notre jeunesse est aujourd'hui exposée. Reconnaissons que nombreuses sont les institutions tenues par nous pour acquises—la liberté de parole, le Parlement lui-même, les droits de l'individu, le service offert au pays—qui sont attaquées et tournées en dérision non seulement par des Américains expatriés devenus des militaires à la traîne, mais aussi par des Canadiens prêts à remplacer nos modes de vie par la répression et la tyrannie. Amenons de nos jeunes gens à Ottawa et renseignons-les sur le Parlement. Laissons-les s'entretenir avec les députés et apprendre d'eux comment s'exerce la liberté sur la colline du Parlement. La Chambre ne peut demeurer à l'écart de ce qui se passe. Rendons donc le Parlement aux citoyens.

**M. B. Keith Penner (Thunder Bay):** Monsieur l'Orateur, je tiens à féliciter chaleureusement le député de Palliser (M. Schumacher) d'avoir présenté à la Chambre un avis de motion dont le libellé et l'objectif sont excellents. Je crois que l'idée d'une réunion annuelle d'information à l'intention des jeunes Canadiens suscitera une discussion et une étude enthousiastes. C'est donc avec la plus grande conviction que je souscris à l'idée que le gouvernement canadien devrait établir un programme pour susciter et entretenir l'intérêt des jeunes Canadiens à l'égard des principes de notre constitution et pour amener les jeunes Canadiens à croire à la supériorité de la raison, comme le dit la motion.

A titre d'éducateur, je sais par expérience, et j'en suis convaincu, à quel point il est impérieux de mettre sur pied au Canada un programme vigoureux pour renseigner les jeunes sur les fonctions et les responsabilités de notre gouvernement de type parlementaire. Je me souviens très bien qu'une fois, alors que je donnais un cours à des étudiants canadiens sur les sociétés et les cultures d'une autre époque et d'autres parties du monde, j'ai voulu, pour mieux leur faire comprendre un certain aspect de la vie politique, établir

une comparaison en partant de notre propre système parlementaire. Je me suis rendu compte, à mon grand désarroi, que cela ne prenait pas, tout simplement parce que les étudiants ignoraient à peu près tout de notre système fédéral parlementaire de gouvernement.

• (6.10 p.m.)

Je m'empresse de souligner, monsieur l'Orateur, que nos étudiants ne sont pas les seuls à blâmer car ils ne peuvent profiter que des possibilités qu'on leur offre. En outre, ne condamnons pas les professeurs dévoués et assidus qui doivent donner de longs cours dans un délai limité. La plupart des écoles inscrivent à un stade quelconque de leur programme, je pense, un cours ou plusieurs cours de civisme, et j'ai vu d'excellents ouvrages et brochures qui essaient d'expliquer l'organisation et le fonctionnement du gouvernement. Il n'en demeure pas moins, et bon nombre d'excellents professeurs l'affirmeront, que le civisme figure plus souvent qu'autrement parmi les sujets les plus arides et les plus ennuyeux.

C'est déplorable, mais on peut en attribuer en partie la cause au fait que trop souvent les cours sur le gouvernement exigent que l'élève apprenne par cœur, assimile et reproduise des renseignements qu'on lui donne. On lui bourre le crâne, on lui établit des programmes comme s'il s'agissait d'un ordinateur et il n'a pas la moindre chance de participer ou de s'engager.

L'avis de motion présentement à l'étude réclame des colloques annuels en vue de permettre aux jeunes Canadiens de connaître et de comprendre les rouages du gouvernement, tant au stade des délibérations qu'à celui de l'action. J'irais un peu plus loin et réclamerais que s'organisent chaque année, aux échelons régional et national, des parlements de la jeunesse de pair avec ces colloques, où nos jeunes gens n'entameraient pas seulement des débats, mais où ils participeraient vraiment aux rouages de la démocratie parlementaire.

Certaines expériences ont été très réussies et nous devons les multiplier. Elles seraient possibles avec l'encouragement et l'aide du gouvernement fédéral, avec le concours des fonctionnaires de la Chambre, des députés et des sénateurs. Un tel programme contribuerait énormément à combattre l'ignorance. L'intérêt, l'enthousiasme et la compréhension qui en résulteraient chez les jeunes nous étonneraient tous.

Voici ce que dit du programme scolaire le comité provincial sur les buts et objectifs de l'éducation dans les écoles de l'Ontario, dans